



Versement 1379 W 1-40

Identification

Intitulé/ Analyse : Ouvrages d'art.- Construction et réfection : dossiers de consultation des entreprises, pièces contractuelles, plans.

Dates extrêmes : 1988 ~ 1997

Importance matérielle : 0, 7 ml

Contexte

Services producteurs : Aube. Conseil général. Direction du génie civil et des transports

Aube. Conseil général. Direction des routes et du logement. Service exploitation et entretien de la route

Service versant : Aube. Conseil général. Direction des routes et du logement. Service exploitation et entretien de la route

N° d'entrée du versement : 55558

Date d'entrée du versement : 04.07.2006

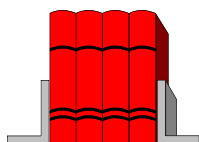
Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : 2014

Fin communicabilité : 2025

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : mai 2007



Présentation

Présentation des services producteurs

Histoire administrative des services

Dans le cadre de la première décentralisation, et en particulier la décentralisation de la direction départementale de l'Équipement, le Conseil général de l'Aube crée une direction afin d'assumer les nouvelles missions dévolues au Département.

La direction du génie civil et des transports

En 1988, la direction du génie civil et des transports, placée sous l'autorité directe du président du Conseil général, est chargée du domaine routier.

Elle est composée de cinq services, dont deux ont produits les documents versés ici :

- le service programmation chargé, entre autres, de la gestion des crédits du bureau des marchés ;
- le service d'études techniques, chargé de l'établissement des dossiers de consultation des entreprises et des études routières.

En 1991, une restructuration de la direction donne naissance à la direction des routes et du logement.

La Direction des routes et du logement

Ses services ont pour mission de veiller à la mise en application de la politique départementale définie dans les domaines relatifs à l'aménagement du territoire, l'utilisation des ressources énergétiques, et les opérations d'urbanisme.

Jusqu'en 2006, cette mission se décline en plusieurs volets :

- propriété et responsabilité de 4 200 Km de routes départementales
 - élargissement et renforcement des chaussées
 - renouvellement des enduits,
 - entretien et réparations
 - entretien des abords
- contribution aux routes nationales
 - co-financement avec l'Etat et la Région Champagne-ardenne dans le cadre de grands projets
- contribution aux routes communales
 - subventions aux communes pour construction de bordures de trottoirs et caniveaux

Le rôle du service "entretien et exploitation de la route" est de gérer les procédures de passation des marchés publics de travaux relatives aux missions décrites ci-dessus.

En 2006, une restructuration de la direction des routes et du logement, donne naissance à deux directions, la direction des routes et de l'action territoriale et la direction des aménagements et infrastructures.

Présentation du contenu du versement

Ce versement concerne, du point de vue comptable, la gestion des dossiers de marchés publics de travaux relatifs aux ouvrages d'art pendant les années 1988-1997, suite à la première décentralisation.

Intérêt du versement

Les dossiers versés ici résultent d'un échantillonnage pratiqué par le service en accord avec les Archives départementales. Seuls les dossiers concernant les ouvrages d'art ont été retenus sur une période chronologique courte.

On trouvera ici les dossiers de consultation des entreprises ; les conditions de la consultation (règlement de la consultation), les pièces servant de base au marché (pièces administratives de l'entreprise, pièces contractuelles) ainsi que les pièces facilitant l'intelligence du projet (plans).

Dans les dossiers 1379 W 27 à 37, on trouvera en plus du dossier de consultation des entreprises, la fiche synthétique du suivi du marché (avec la date de réception des travaux) ainsi que le décompte général définitif (pièce clôturant le dossier et attestant du solde des travaux).

Tris et éliminations pratiqués

Il a été établi entre le service versant et les Archives départementales que seuls les dossiers de marchés les plus intéressants au niveau local ou les plus emblématiques seront versés. Les dossiers concernant les ouvrages d'art ont été systématiquement retenus.

Au sein de cet échantillonnage, des éliminations ont été pratiquées. Seuls les éléments de synthèse sont conservés :

- dans la procédure de consultation des entreprises, ont été retenus le règlement de la consultation et les analyses effectuées par la commission d'appel d'offres (non systématiquement présentes dans ce versement) ;
- dans la procédure de passation du marché, ont été retenus les pièces contractuelles ainsi que les plans visés par les parties contractantes ;
- dans le suivi comptable : seuls le décompte général et définitif (pièce comptable) et le procès-verbal de réception des travaux (permettant de solder les travaux et clore le dossier) sont conservés.

Accroissements et entrées possibles

Pour avoir une vision d'ensemble des dossiers d'ouvrages d'art, il faudra se reporter aux dossiers versés par un autre service du Conseil général : le service "maîtrise d'œuvre et modernisation" de la Direction des aménagements et des infrastructures (en mai 2007, un versement a été effectué, référencé 1442W, et relatif aux ouvrages d'art du canton d'Aix-en-Othe).

La direction départementale de l'Équipement a également versé des dossiers d'ouvrages d'art concernant principalement des routes nationales (classées nationales jusqu'en 2006).

Le lecteur pourra également compléter ce versement en consultant la série S, intitulée "travaux publics et transports" pour la période antérieure à 1940.

Mode(s) de classement adopté(s)

Le mode de classement est celui adopté par le service à partir de sa pratique administrative. On trouvera les dossiers classés par année et par numéro de marché.



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. A ce titre, certains dossiers sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1979 sur les archives.

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 3 janvier 1979 en vertu des articles 6 et 7.

Le code du patrimoine (livre II) fixe un délai de droit commun de trente ans et des délais spéciaux -suivant le contenu du document- de 60 et 100 ans à compter de la date du document ou de 120 et 150 ans à compter de la date de naissance de la personne. Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

La commission d'accès aux documents administratifs (CADA) a examiné dans ses séances du 8/2/2007 et 7/12/2006 le caractère communicable des marchés publics.

La commission rappelle qu'une fois signés, les marchés publics et les documents qui s'y rapportent sont considérés comme des documents administratifs soumis au droit d'accès institué par la loi du 17 juillet 1978.

Cependant, il existe un secret en matière industrielle et commerciale.

Ce droit de communication, dont bénéficient, tant les entreprises non retenues que toute autre personne qui en fait la demande, doit toutefois s'exercer dans le respect du secret en matière industrielle et commerciale, protégé par les dispositions du II de l'article 6 de la loi du 17 juillet 1978. Sont notamment visées par cette réserve, les mentions relatives aux moyens techniques et humains, à la certification de système qualité, aux certifications tierces parties ainsi qu'aux certificats de qualification concernant la prestation demandée, ainsi que toute mention concernant le chiffre d'affaires, les coordonnées bancaires et les références autres que celles qui correspondent à des marchés publics.

Par conséquent, compte tenu de la présence de pièces administratives (mentions relatives aux moyens techniques et humains...) fournies par les entreprises, protégées par le secret industriel et commercial, la communicabilité de ce versement est portée à 25 ans à compter de la date de clôture du dossier.



Plan de classement

<i>N° Articles</i>	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
1-3	Marchés conclus en 1988	1988
4-8	Marchés conclus en 1989	1989
9-10	Marchés conclus en 1990	1990
11-15	Marchés conclus en 1991	1991
16-21	Marchés conclus en 1992	1992
22-25, 40	Marchés conclus en 1993	1993
26-29	Marchés conclus en 1994	1994-1995
30-31	Marchés conclus en 1995	1995-1996
32-39	Marchés conclus en 1996	1996-1997

Index des lieux cités dans le bordereau de versement

Les numéros à droite renvoient aux cotes

Ancre	1	Livon (le)	8
Arce.....	5	Longsols	3
Aube.....	10, 18, 23	Longueville-sur-Aube.....	8
Aujon.....	15	Lusigny-sur-Barse	27
Barbuise	6, 14	Marnay-sur-Seine.....	25
Bar-sur-Aube	34	Melda (Le)	39
Bar-sur-Seine	9, 30	Méry-sur-Seine	32
Bligny	28	Mogne (La).....	21
Boudelin	19	Nogent-sur-Aube	37
Boulages	17	Nogent-sur-Seine	36
Bourbonne (La)	2	Ormes	10
Brévonnes.....	15	Plaines-saint-Langes	22
Brillecourt	12	Pont-sur-Seine.....	24
Celles-sur-Ource.....	20	Pouan-les-Vallées.....	14
Chalette-sur-Voire	4	Pougy	38
Chappes.....	29	Précy-Saint-Martin	12, 20
Chauchigny.....	39	Rhèges-Bessy	6
Civanne (la)	16	Romilly-sur-Seine	26
Essoyes.....	20	Ronces.....	12
Estissac.....	1	Saint-Mesmin.....	40
Fontaine.....	19	Seine (La).....	22, 25, 32
Fontaine Mâcon	11	Soulaines-Dhuys	31
Jeugny	21	Vanne (la).....	13
Juvancourt	7	Vendeuvre-sur-Barse	35
La-Chapelle-saint-Luc.....	33	Vernonvilliers	2
Lesmont.....	23	Verrières	37
		Viapres-le-Petit	37
		Ville-sous-la-Ferté	7
		Voire	4

1379 W 1 - 39 Ouvrages d'art.- Construction et réfection : dossier de consultation des entreprises, pièces contractuelles, plans.

1379 W 1-3 Marchés conclus en 1988

1988-1988

1379 W 1	Chemin Départemental 34. – Estissac, reconstruction du tablier de l'ouvrage d'art sur l'Ancre.	1988 - 1988
1379 W 2	Chemin départemental 102 . – Vernonvilliers, aménagement hydraulique de la Bourbonne.	1988 - 1988
1379 W 3	Chemin départemental 48. – Longsols, reconstruction du pont.	1988 – 1988

1379 W 4-8 Marchés conclus en 1989

1989-1989

1379 W 4	Chemin départemental 35. – Chalette-sur-Voire, reconstruction du pont sur la Voire.	1989 - 1989
1379 W 5	Chemin départemental 199. – Bertignolles, élargissement du pont de l'Arce.	1989 - 1989
1379 W 6	Chemin départemental 56d. – Rhèges-Bessy, reconstruction du pont sur la Barbuise.	1989 - 1989
1379 W 7	Chemin départemental 55. – Juvancourt et Ville-sous-la-Ferté, construction du pont sur l' Aube.	1989 - 1989
1379 W 8	Chemin départemental 134. – Longueville-sur-Aube, construction du pont sur le Livon et d'ouvrages hydrauliques.	1989 – 1989

1379 W 9-10 Marchés conclus en 1990**1990-1990**

1379 W 9 Route départementale 443. – Bar-sur-Seine, réfection de l'étanchéité des ponts.
1990 – 1990

1379 W 10 Route départementale 71. – Ormes, construction du pont de l'Aube.
1990 - 1990

1379 W 11-15 Marchés conclus en 1991**1991-1991**

1379 W 11 Route départementale 374. – Fontaine-Mâcon, réfection du pont RN 19.
1991 - 1991

1379 W 12 Reconstruction. – Route départementale 5 à Brillecourt. Route départementale 6 à Ronces. Route départementale 80 à Précy-Saint-Martin.
1991 - 1991

1379 W 13 Route départementale 374. – Villemaur-sur-Vanne, confortement des culées du pont sur la Vanne.
1991 - 1991

1379 W 14 Route départementale 8. – Pouan-les-Vallées, reconstruction du pont sur la Barbuise.
1991 - 1991

1379 W 15 Route départementale 50. – Brévonnes, reconstruction du pont sur l'Aujon.
1991 – 1991

1379 W 16-21 Marchés conclus en 1992**1992-1992**

1379 W 16 Route départementale 106. – Montreuil-sur-Barse, renforcement de l'accotement et pose de dispositif de sécurité au droit de l'ouvrage sur la Civanne.
1992 - 1992

1379 W 17	Route départementale 56. – Boulages, réfection de l'ouvrage sur le ruisseau.	1992 - 1992
1379 W 18	Route départementale 113, réfection de l'ouvrage sur l'Aube.	1992 - 1992
1379 W 19	Route départementale 396. – Fontaine, élargissement du pont Boudelin.	1992 - 1992
1379 W 20	Route départementale 80. – Précly-Saint-Martin, réparation et réfection de l'étanchéité des ponts. Celles-sur-Ource et Essoyes, réparation et réfection de l'étanchéité des ponts.	1992 - 1992
1379 W 21	Jeugny, reconstruction du pont sur la Mogne.	1992 – 1992

1379 W 22-25 Marchés conclus en 1993

1993-1993

1379 W 22	Plaines-saint-Langes, réfection de l'ouvrage sur la Seine.	1993 - 1993
1379 W 23	Lesmont, remplacement du garde-corps du pont sur l'Aube.	1993 - 1993
1379 W 24	Route départementale 52. - Pont-sur-Seine, réfection du pont.	1993 - 1993
1379 W 25	Marnay-sur-Seine, réfection de l'ouvrage de la Seine.	1993 – 1993

1379 W 26-29 Marchés conclus en 1994

1994-1994

1379 W 26	Route départementale 440. – Romilly-sur-Seine, renforcement d'une culée du pont de la porte Bécard.	1994 - 1994
1379 W 27	Route départementale 1. – Lusigny-sur-Barse, réfection d'un pont en maçonnerie.	1994 - 1994

1379 W 28	Route départementale 4. - Bligny, réfection et élargissement d'un pont en maçonnerie.	1994 - 1994
1379 W 29	Route départementale 49C. – Chappes, remise en état d'un pont métallique.	1994 – 1994
1379 W 40	Saint-Mesmin. – Route départementale 31, reconstruction du ponceau de décharge sur la Seine, PR 43.456	1994 – 1994

1379 W 30-31 Marchés conclus en 1995

1995-1995

1379 W 30	Route départementale 443. – Bar-sur-Seine, confortement du radier de l'ouvrage PR 45,560.	1995 - 1995
1379 W 31	Route départementale 384. – Soulaines-Dhuys, élargissement et remise en état de 2 ponts en maçonnerie.	1995 – 1995

1379 W 32-39 Marchés conclus en 1996

1996-1997

1379 W 32	Route départementale 373. – Méry-sur-Seine, remise en état de l'ouvrage de franchissement de la Seine.	1996 - 1996
1379 W 33	Route départementale 20c. – La-Chapelle-saint-Luc, remise en état de l'ouvrage d'art.	1996 - 1996
1379 W 34	Route départementale 443. – Bar-sur-Aube, confortement des fondations de la pile 4 de l'ouvrage situé au PR 45,560.	1996 - 1996
1379 W 35	Route départementale 443. – Vendeuvre-sur-Barse, aménagement des trottoirs et mise en conformité des parapets de l'ouvrage situé au PR 62,500.	1996 - 1996
1379 W 36	Route départementale 951. – Nogent-sur-Seine, remise en état de l'ouvrage sur la Noue Saint-Pierre.	1996 - 1996

1379 W 37	Routes départementales 48, 65 et 123. – Nogent-sur-Aube, Viâpres-le-Petit et Verrières, remise en état de 3 ouvrages d'art.	1996 - 1996
1379 W 38	Route départementale 441. – Pougy, élargissement et remise en état des ouvrages situés aux PR 39,528 et 39,632.	1996 - 1997
1379 W 39	Route départementale 159. – Chauchigny, remise en état de l'ouvrage du Melda.	1996 - 1997